ZOOM SUR…

20/10/2026

Les élections législatives en Israël

Le 27 octobre, les Israéliens sont appelés aux urnes pour renouveler les 120 membres de la Knesset (parlement monocaméral israélien). Ces élections législatives détermineront quels partis politiques seront en position de former la prochaine coalition gouvernementale, et qui sera le prochain premier Ministre du pays pour une période de quatre ans. Le scrutin est l'un des plus déterminants de ces dernières années, alors que le pays reste confronté aux conséquences des conflits régionaux et à une forte polarisation politique interne.

Un contexte électoral marqué par les tensions

Les élections du 27 octobre interviennent dans un contexte politique, social et sécuritaire extrêmement tendu en Israël, alors que le précédent mandat de Benjamin Netanyahu a été marqué par plusieurs polémiques. Son bilan a été affecté par sa gestion des opérations militaires menées contre le Hamas, le Hezbollah et l'Iran, les défaillances présumées liées à l'attaque du 7 octobre 2023 et son procès en cours pour corruption. De plus, les tensions au sujet de la conscription militaire des Haredim ultra-orthodoxes a fragilisé la coalition sortante : alors que les besoins militaires ont augmenté depuis le début de la guerre, le parti Shas – partenaire de coalition de Netanyahu – conditionne son maintien au gouvernement à l'adoption de lois pérennisant les exemptions de conscription des Haredim, face à une opinion publique réclamant l'égalité devant le service militaire.

Netanyahu et le Likoud demeurent cependant compétitifs dans les sondages. Les récentes enquêtes continuent d'alterner entre une avance du Likoud et du Yashar, parti centriste qui met l'accent sur le renforcement de la sécurité nationale, l'élargissement du service militaire ainsi que la réduction des inégalités socioéconomiques. Le fondateur de Yashar et ancien chef d'état-major de l'armée Gadi Eisenkot est considéré comme le principal rival politique de Benjamin Netanyahu. Son mouvement, ainsi que les partis Together, Israël Beiteinou et le Parti démocrate ont conclu en septembre un accord visant à élaborer un éventuel programme gouvernemental commun.

Les risques sécuritaires entourant l'élection

Un renforcement des mesures de sécurité est à prévoir dans les principaux centres urbains au cours des jours précédant le scrutin, en particulier aux abords des bureaux de vote, des infrastructures de transport et des bâtiments gouvernementaux. La menace terroriste devrait demeurer élevée, des groupes propalestiniens pouvant chercher à réagir aux opérations militaires menées par Israël en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Les pôles de transport ainsi que les principaux lieux publics figurent parmi les cibles potentielles d'éventuelles attaques. Une réélection du Likoud pourrait également accroître le risque de manifestations antigouvernementales dès l'annonce des résultats. De tels rassemblements seraient susceptibles d'entraîner des perturbations localisées et un renforcement du dispositif sécuritaire dans les zones concernées.



Un impact limité sur la politique étrangère israélienne

Même si une défaite du Likoud constituerait un véritable séisme politique en Israël, il est peu probable que la politique étrangère du pays connaisse des changements majeurs, celle-ci demeurant largement axée sur les enjeux de sécurité nationale. Les positions des principales formations politiques concernant les principaux conflits régionaux laissent entrevoir une forte continuité stratégique. Quel que soit le résultat du scrutin, Israël devrait donc poursuivre ses objectifs sécuritaires dans la région, en cherchant à entraver les capacités nucléaires de l'Iran, à démanteler le Hamas, le Hezbollah, les Houthis, ainsi que les groupes armés actifs en Cisjordanie. Israël devrait également maintenir ses efforts visant à renforcer son contrôle sécuritaire dans certaines zones du sud de la Syrie.

Recommandations sûreté

Face à cette situation, il est recommandé de :

- Reporter les déplacements non-essentiels en Israël ;
- Surveiller l'évolution de la situation politique et sécuritaire, notamment dans les grandes villes ;
- S'informer des éventuelles perturbations liées au scrutin et éviter les rassemblements ainsi que les bureaux de vote ;
- Anticiper un renforcement du dispositif sécuritaire et des perturbations de circulation à proximité des lieux de manifestation et des bureaux de vote ;
- Identifier les abris anti-aériens les plus proches et respecter les consignes des autorités en cas de tir de roquette ou de missile.